

Depuis plusieurs années, la République centrafricaine (RCA) est affectée par des crises politiques, sécuritaires et humanitaires liées aux conflits armés, aux conflits intercommunautaires ou provoquées par des tensions entre agriculteurs et éleveurs dans certaines zones. La situation sécuritaire est restée volatile tout au long du premier semestre 2022 marquée par des opérations militaires et des affrontements opposant les Forces Armées Centrafricaine (FACA) appuyées par leurs alliés aux groupes armés luttant pour le contrôle des territoires. Ces affrontements et exactions perpétrées par des éléments armés continuent d'occasionner des déplacements préventifs ou à la suite d'incidents sécuritaires dans toutes les zones du pays. De surcroît, les pluies diluviennes causant des inondations pendant la période pré-hivernale et hivernale (de juin à novembre) accroissent la vulnérabilité des populations en engendrant le déplacement de milliers de personnes.

En réponse aux crises complexes en RCA, l'Organisation internationale pour les migrations (OIM) déploie, depuis décembre 2013, la Matrice de suivi des déplacements (Displacement Tracking Matrix, DTM), un outil qui collecte des données sur les tendances de déplacement ainsi que les besoins humanitaires multisectoriels des personnes affectées par les crises. A travers sa composante du suivi des déplacements, la DTM collecte des données auprès d'informateurs clés (autorités locales, chefs de communautés, représentants de déplacés, gestionnaires de sites) au sein des localités et sites d'accueil des déplacés et retournés. Ces informations sont analysées et partagées avec la communauté humanitaire afin d'orienter les programmes de réponse ou des évaluations sectorielles plus approfondies.

Ce tableau de bord présente la situation de déplacement dans les localités et sites d'accueil des déplacés internes et retournés. La collecte de données a été réalisée auprès de 9 027 informateurs clés dans 3 009 localités de présences des PDI et / ou retournés et 73 sites de déplacement entre le 07 avril et le 27 mai 2022 dans 11 préfectures en plus de la capitale Bangui : Bamingui-Bangoran, Haute-Kotto, Haut-Mbomou, Nana-Gribizi, Basse-Kotto, Nana-Mambere, Ombella-Mpoko, Ouaka, Mbomou, Ouham-Pende et Ouham.

La DTM a répertorié une population mobile de **2 373 847** individus au 30 mai 2022^{2,3}

Individus déplacés internes



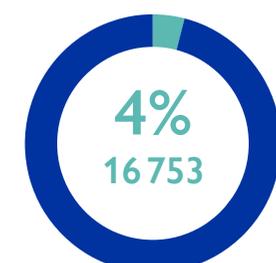
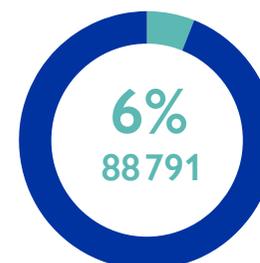
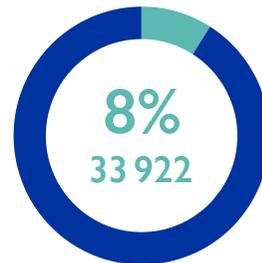
Individus retournés internes



Individus retournés de l'étranger



Proportion et nombre de PDI et retournés (individus) répertoriés entre février et mai 2022 :



Principales causes de déplacement et de retour des PDI et de la majorité des retournés :

Motifs de déplacement des PDI	% de PDI	Motifs de retour de la majorité des retournés internes	% de localités	Motifs de retour de la majorité des retournés de l'étranger	% de localités
Tensions / conflits armés	60%	Meilleure situation sécuritaire en zone d'origine	71%	Meilleure situation sécuritaire en zone d'origine	40%
Crise politique (d'avant 2014)	14%	Détérioration des conditions de vie en zone d'accueil	21%	Recherche d'opportunités économiques	25%
Crise liée aux élections de fin 2020 / début 2021	13%	Recherche d'opportunités économiques	3%	Détérioration des conditions de vie en zone d'accueil	24%
Conflits communautaires	6%	Volonté de rejoindre d'autres membres de la famille	2%	Discrimination et persécution en zone d'accueil	8%
Conflits / tensions entre agriculteurs et éleveurs	4%	Détérioration sécuritaire en zone d'accueil	2%	Détérioration sécuritaire en zone d'accueil	2%
Inondations / incendies	3%	Discrimination et persécution en zone d'accueil	1%	Volonté de rejoindre d'autres membres de la famille	1%

Nombre de localités évaluées **3 009¹**

Nombre de sites ayant un gestionnaire évalués **57³**

Nombre de sites sans gestionnaire évalués⁴ **16**

¹ Au total, 71 localités de présence des PDI / retournés n'ont pas été évaluées lors de ce round en raison des restrictions sécuritaires. Néanmoins, à des fins d'analyse, les effectifs de déplacement et de retour répertoriés dans ces localités couvertes lors d'évaluations antérieures de la DTM (round 14, janvier 2022) ont été pris en compte dans l'estimation totale de la population déplacée.

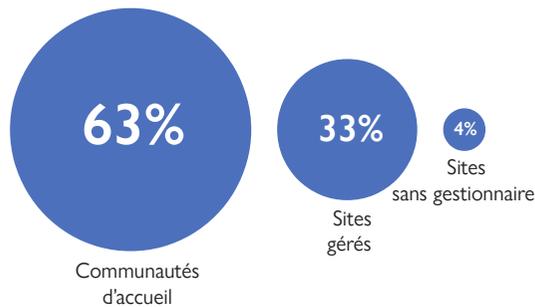
² Les données de déplacement présentées dans ce tableau de bord se réfèrent aux préfectures couvertes (11 sur 16 en plus de la ville de Bangui) et ne donne pas un aperçu de la situation de déplacement de l'ensemble du pays.

³ Le calcul de l'évolution des déplacements et des retours entre le round 14 (janvier 2022) et le round 15 (mai 2022) est relatif à la même zone géographique (communes) couvertes lors des deux rounds DTM successifs. Les effectifs de déplacement collectés dans la préfecture de l'Ouham n'ont pas été pris en compte dans le calcul de l'évolution car les villages d'accueil des PDI / retournés de l'Ouham n'ont pas été couverts lors du round précédent. Cette préfecture est couverte pour la première fois par la DTM à partir de ce round 15.

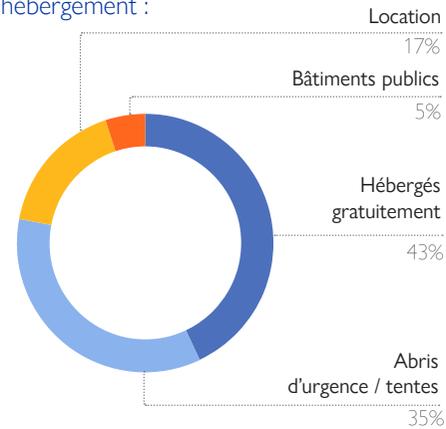
⁴ Les sites gérés désignent les sites ayant un gestionnaire fixe ou mobile dans le cadre de la gestion et coordination des sites, en anglais «Camp Coordination and Camp Management (CCCM)». Les sites sans gestionnaire sont des lieux de regroupement spontanés ou organisés sans gestionnaire CCCM, donc gérés par la population déplacée elle-même.

APERCU DES DEPLACEMENTS

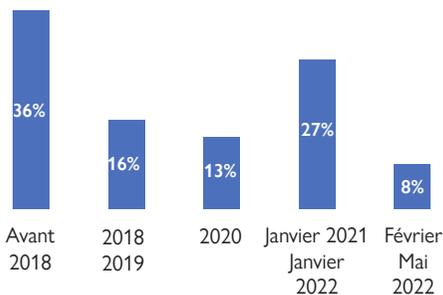
Répartition des ménages PDI par milieu de déplacement (communauté d'accueil / site)⁴ :



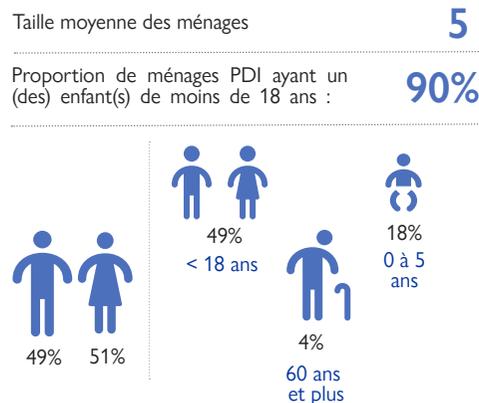
Répartition de ménages PDI, par type d'hébergement :



Répartition des individus PDI, par année de déplacement :



Composition démographique⁶ :



Nombre / concentration des PDI par préfecture⁶



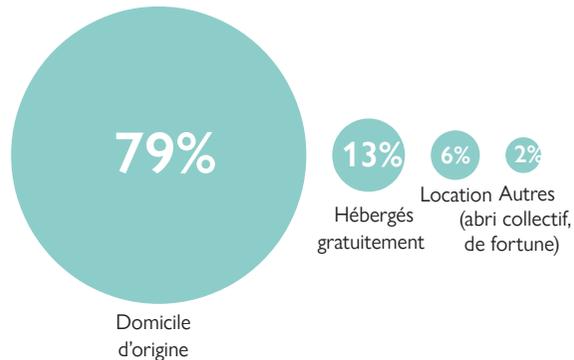
La DTM a répertorié 408 271 déplacés internes (83 966 ménages) au 30 mai 2022^{1,2}. Les nouveaux déplacés au cours du dernier trimestre (entre février et mai 2022) représentent 8 pour cent des PDI (33 922 individus). L'évolution des déplacements entre le round 14 (janvier 2022) et le round 15 (mai 2022) dans la même zone couverte lors des deux rounds successifs indique une baisse de -7 pour cent (27 741 PDI) au profit des retours³. Cette baisse a été plus significative dans les préfectures de Basse-Kotto (-41%), Ouham Pende (-14%) et Ouaka (-13%). Cette diminution est principalement due à l'amélioration des conditions sécuritaires à la suite de la reprise de certaines localités par l'armée centrafricaine (FACA) et / ou leurs alliés et à la détérioration des conditions de vie dans des zones d'accueil des PDI. Dans la préfecture de Ouaka, en plus de la relative amélioration de la situation sécuritaire dans certaines zones, des ménages déplacés de l'ancien site Elevage (497 ménages) ont été relocalisés dans le quartier de Pladama-Ouaka aménagé dans une optique d'intégration locale durable. Malgré cette diminution au niveau global, certaines préfectures ont connu une hausse des déplacements, notamment Bamingui-Bangoran (+49%), Ombella-Mpoko (+22%), Mbomou (surtout les sous-préfectures de Bakouma et Rafai) (+7%) et Nana-Mambéré (+5%). La hausse dans ces zones s'explique par l'intensification des affrontements entre les FACA et les groupes armés, des incidents entre agriculteurs et éleveurs (dans la préfecture de Bamingui-Bangoran), des affrontements armés dans des zones minières et l'arrivée de PDI en provenance d'autres préfectures (Nana-Gribizi, Ouaka et Ouham-Pendé) dans l'Ombella-Mpoko. Les déplacements se font principalement entre localités situées au sein d'une même préfecture ou sous-préfecture : 81 pour cent des déplacements de PDI ont eu lieu à l'intérieur d'une même préfecture et 19 pour cent d'une préfecture à une autre. Concernant le milieu de déplacement, 63 pour cent des ménages vivent dans les communautés d'accueil contre 33 pour cent sur des sites gérés et 4 pour cent sur des sites sans gestionnaire⁴.

⁵ Les informations démographiques ont été estimées sur la base d'un échantillon aléatoire constitué de 11 321 ménages PDI dans les localités d'accueil des PDI. Les données démographiques ont permis de répertorier le nombre d'individus (hommes / femmes) par tranche d'âge : 0 à 5 ans, 6 à 11 ans, 12 à 17 ans, 18 à 59 ans et 60 ans et plus.

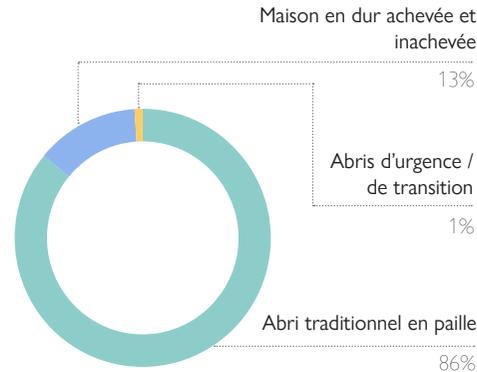
⁶ Les cartes de ce rapport ne sont fournies qu'à titre d'illustration. Les représentations ainsi que l'utilisation des frontières et des noms géographiques sur ces cartes peuvent comporter des erreurs et n'impliquent ni jugement sur le statut légal d'un territoire, ni reconnaissance ou acceptation officielle de ces frontières de la part de l'OIM.

APERÇU DES RETOURS

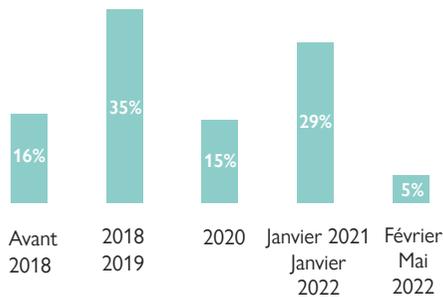
Répartition des ménages retournés (internes et de l'étranger), par type d'hébergement :



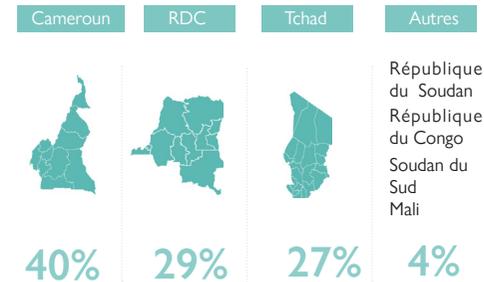
Constitution des abris de la majorité des retournés, par proportion de localités :



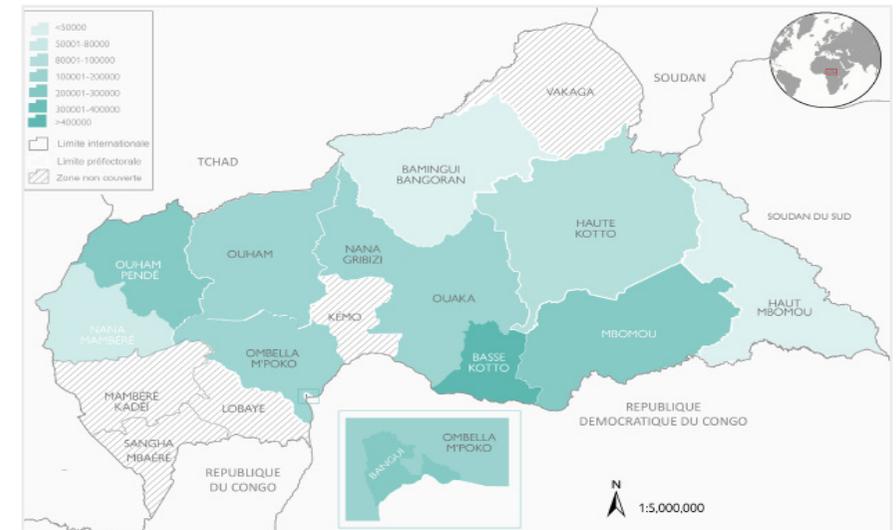
Répartition des individus retournés (internes et de l'étranger), par période de retour :



Répartition de la majorité des retournés de l'étranger selon le pays de provenance, par proportion de localités :



Nombre / concentration des retournés par préfecture⁶



La DTM a répertorié au total 1 965 576 retournés au 30 mai 2022 dont 1 588 289 retournés internes (319 590 ménages) et 377 287 retournés de l'étranger (76 150 ménages). Dans la continuité des rounds précédents, les retours de l'étranger restent majoritairement en provenance du Cameroun (40%), de la République Démocratique du Congo (RDC) (29%) et du Tchad (27%). Les nouveaux retours (internes et de l'étranger) répertoriés au cours du dernier trimestre (entre février et mai 2022) comptent pour 6 pour cent des retours internes (88 791 individus) et 4 pour cent des retours de l'étranger (16 753 individus). L'évolution des retours entre le round 14 (janvier 2022) et le round 15 (mai 2022) indique une hausse : le nombre de retournés internes a augmenté de 7 pour cent et le nombre de retournés de l'étranger de 5 pour cent. Cette augmentation des retours par rapport au round précédent a été plus importante dans les préfectures d'Ombella-Mpoko (+31%), Mbomou (+18%), Haute-Kotto (+9%) et Nana-Gribizi (+8%). La hausse des retours s'explique principalement par une relative amélioration de la situation sécuritaire dans certaines zones liée à la reprise de certaines villes par l'armée, la détérioration des conditions de vie dans des zones d'accueil des PDI et les programmes d'accompagnement au retour en cours notamment dans la Haute-Kotto (auprès des déplacés du site de PK 3). Par ailleurs, l'augmentation des retours dans l'Ombella Mpoko est notamment liée à l'arrivée d'environ 1 391 retournés de l'étranger en provenance de la RDC, du Cameroun et du Tchad. Dans le Mbomou, la détérioration sécuritaire dans la sous-préfecture de Bakouma ayant entraîné de nouvelles vagues de déplacements (surtout pendulaires) n'a pas pour autant freiné la progression des retours dans d'autres zones relativement plus stables sur le plan sécuritaire.

⁶ Les cartes de ce rapport ne sont fournies qu'à titre d'illustration. Les représentations ainsi que l'utilisation des frontières et des noms géographiques sur ces cartes peuvent comporter des erreurs et n'impliquent ni jugement sur le statut légal d'un territoire, ni reconnaissance ou acceptation officielle de ces frontières de la part de l'OIM.